



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 27 juin 2022

Chine continentale

Conjoncture ([ici](#))

PMI : les PMI publiés par Caixin-Markit et les PMI officiels indiquent un rebond de l'activité en juin

Banque et finance ([ici](#))

Marché obligataire : les premières obligations de transition ont été émises sur le marché interbancaire chinois par cinq SOE

Internationalisation du RMB : signature d'un mécanisme d'apport de liquidités en RMB à d'autres banques centrales, à l'initiative de la BIS

Retraites : la CSRC publie un projet de règlement visant à autoriser certains fonds communs de placement à participer aux placements d'épargne retraite.

Marché boursier : en juin, les actions chinoises connaissent leur plus forte hausse mensuelle depuis 2020

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Relations Chine-US : le département du Commerce américain sanctionne des entreprises chinoises

Relations Chine-US : la Chine annonce une nouvelle extension de l'exemption des droits de douane sur des importations américaines

Industrie et numérique ([ici](#))

Automobile : poursuite de la pénurie de semi-conducteurs

Télécommunications : lancement d'un nouvel opérateur télécom, China Broadnet 中国广电

Économie numérique : l'amendement final à la loi anti-monopole entrera en vigueur le 1^{er} août

Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

Biodiversité : relocalisation partielle de la CoP14 de la Convention RAMSAR, maintenant prévue à Wuhan et Genève, du 5 au 13 novembre 2022

Énergie : nette hausse des quotas d'importation de pétrole brut alloués aux raffineurs indépendants

Environnement : plus de la moitié des importations chinoises de bois et de produits dérivés pendant la dernière décennie proviendraient de sources « à haut risque de déforestation illégale », selon un rapport récent de l'ONG Forest Trends

Transport : publication du plan sur l'atteinte du pic de carbone et de la neutralité carbone pour le secteur des transports

Transport aérien : assouplissement de nombreuses contraintes pour les passagers internationaux à destination de la Chine

Aéronautique : d'ici 2023, Airbus ouvrira un centre de R&D à Suzhou, centré sur les enjeux de décarbonation de l'aviation

Actualités régionales ([ici](#))

Shanghai : publication de la valeur des exportations du commerce extérieur de la ville

Shanghai : actions pour la garantie de l'emploi

Shanghai : annonce de nouveaux projets dans le district de Lingang

Shanghai : annonce du deuxième lot des fonds spéciaux pour la conservation de l'énergie 2022

Hong Kong et Macao ([ici](#))

Hong Kong

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises baissent de 1,4% en mai, les importations progressent de 1,3%

Bourse : l'inclusion des ETF au sein du Stock Connect débutera le 4 juillet

Macao

Industrie du jeu : hausse des actions des casinos à la bourse de Hong Kong suite à l'annonce de la réduction de la quarantaine en Chine le 28 juin

Taïwan ([ici](#))

Relation Taïwan-USA : une délégation conduite par le Ministre du Conseil National de Développement (NDC) se rend aux Etats-Unis pour renforcer la coopération bilatérale dans l'industrie des TIC

Semi-conducteurs : GlobalWafers annonce un investissement de 5 Mds USD au Texas

Prix de l'électricité : augmentation de 15% pour les industries les plus consommatrices

Indice de compétitivité : Taïwan se classe au 7ème rang mondial selon IMD

Mobilité électrique : Foxconn investit à Kaohsiung et en Asie

R&D : Taïwan augmente le plafond du crédit d'impôt pour les industries stratégiques

Semi-conducteurs : Taïwan devrait devenir le premier marché des équipements destinés à cette industrie en 2022

Mongolie ([ici](#))

Politique monétaire : la Banque centrale augmente à nouveau les taux d'intérêts

Chine continentale

Conjoncture

PMI : les PMI publiés par Caixin-Markit et les PMI officiels indiquent un rebond de l'activité en juin

Pour le secteur manufacturier, [l'indice des directeurs d'achats \(PMI\) Caixin-Markit](#) remonte à 51,7 en juin (contre 48,1 en mai). C'est la première fois qu'il se situe en zone d'expansion depuis 4 mois, alors que la production s'est améliorée dans le cadre de l'assouplissement des mesures de prévention et de contrôle de Covid-19. Le sous-indice de la production rebondit en territoire expansionniste en juin après s'être contracté pendant trois mois consécutifs, atteignant son plus haut niveau depuis novembre 2020. Les nouvelles commandes à l'exportation augmentent en juin pour la première fois depuis juillet 2021.

[L'indice PMI manufacturier officiel](#) rebondit également à 50,2 en juin (contre 49,6 en mai). Cette augmentation s'explique par l'amélioration des conditions d'opérations des entreprises, qui avaient dû réduire voire arrêter la production en raison des confinements et disruptions des chaînes d'approvisionnement dans un contexte de forte recrudescence épidémique les mois précédents. On constate la forte hausse des principaux sous-indices de la production (52,8 contre 49,7), des nouvelles commandes (50,4 contre 48,2) et de la livraison par les fournisseurs (51,3 contre 44,1). Les nouvelles commandes à l'exportation et l'importation s'élèvent également à 49,5 et 49,2 respectivement en juin (contre 46,2 et 45,1 en mai), mais restant encore en zone de contraction (sous la barre des 50). Par rapport aux grandes entreprises et moyennes entreprises qui montrent tous les PMI au-dessus de la barre d'expansion, les petites entreprises ont plus de difficulté pour renormaliser les activités commerciales, en enregistrant un PMI de 48,6.

[Le PMI non manufacturier officiel](#) augmente fortement à 54,7 en juin (contre 47,8 en mai). Par secteur d'activité, cette hausse est notamment tirée par le transport ferroviaire et le transport aérien à 65. Par sous-indice, il convient de noter la forte hausse du sous-indice des nouvelles commandes (53,2 contre 44,1) et de l'anticipation d'activité (61,3 contre 55,6).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Marché obligataire : les premières obligations de transition ont été émises sur le marché interbancaire chinois par cinq SOE

Le 23 juin, les premières obligations de transition (*transition bonds*) ont été émises sur le marché interbancaire (le principal marché obligataire en Chine) par cinq SOE, y compris *Huaneng Power International Inc.*, *Datang International Power Generation Co. Ltd.*, *Aluminium Corp. of China Ltd.*, *Wanhua Chemical Group Co. Ltd.* et *Shandong Iron and Steel Group Co.* Les fonds des obligations seront utilisés pour la décarbonation de projets à fortes émissions tels que la production d'électricité et la production d'aluminium.

Pour mémoire, au début juin, l'Association nationale des investisseurs institutionnels des marchés financiers (NAFMII), un organisme d'autorégulation du marché obligataire interbancaire, a annoncé que les entreprises de huit secteurs – électricité, matériaux de construction, sidérurgie, métaux non ferreux, pétrochimie, chimie, fabrication de papier et aviation civile – pourraient émettre des obligations de transition. Les obligations de transition permettent de compléter les obligations vertes existantes, a déclaré la NAFMII. Elles sont destinées à financer des projets sur les thèmes de la production de charbon plus propre, l'utilisation du gaz naturel ou l'application de technologies vertes. En outre, les émetteurs doivent se conformer à des règles de divulgation strictes pour garantir que les fonds provenant des obligations de transition sont correctement utilisés.

En parallèle, sur l'autre marché obligataire, la Bourse de Shanghai permet aux entreprises d'émettre des obligations de transition depuis le 2 juin.

Internationalisation du RMB : signature d'un mécanisme d'apport de liquidités en RMB à d'autres banques centrales, à l'initiative de la BIS

La Banque Populaire de Chine (PBoC) et la Banque des règlements internationaux (BIS) ont signé le 25 juin un mécanisme d'apport de liquidités en RMB (RMBLA). Cet accord, initié et conçu par la BIS, vise à apporter un soutien en liquidités aux banques centrales participantes face aux fluctuations des marchés financiers, par la constitution d'un *pool* de fonds de réserve. Les autres premiers participants sont les banques centrales de l'Indonésie, de la Malaisie et du Chili, la HKMA (*Hong Kong Monetary Authority*) et la MAS (*Monetary Authority of Singapore*). Chaque participant participe à hauteur minimale de 15 Mds RMB (environ 2,2 Mds USD) ou son équivalent en USD. Les participants pourront retirer leur apport en capital à tout moment en cas de besoin en liquidité mais également faire des emprunts à court terme auprès du fonds, en apportant des garanties qualifiées. Le fonds sera hébergé à la BIS.

La PBoC explique que le RMBLA pourra satisfaire à la demande en RMB sur le marché international et sécuriser la stabilité financière des pays participants.

M. Zhou Maohua, chercheur de la *China Everbright Bank*, indique que cet accord permettra de renforcer la coopération de la Chine avec des organismes financiers internationaux et d'autres banques centrales. L'accroissement de la participation de la Chine dans la gouvernance financière internationale contribue à l'internationalisation du RMB. Selon M. Wang Youxin, chercheur de la Bank of China, cet accord pourra offrir de nouvelles options pour la reconstitution des liquidités d'urgence pour les économies émergentes, plus exposées aux flux de capitaux internationaux.

En septembre 2021, la Chine avait signé des accords d'échange de devises (*swap*) avec 39 pays ou régions du monde, classant le RMB comme première devise d'échange en termes de nombre de pays (montant de 3 470 Mds CNY).

Retraites : la CSRC publie un projet de règlement visant à autoriser certains fonds communs de placement à participer aux placements d'épargne retraite.

Le 24 juin, le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) a publié [un projet de règlement visant à autoriser certains fonds communs de placement à participer aux placements d'épargne retraite](#), dans un contexte de vieillissement rapide de la population. Le projet dispose que les fonds de pensions privées pourront investir dans des fonds d'investissement en valeurs mobilières, sous réserve que ces derniers aient affiché au moins 50 M RMB d'actifs sous gestion à la fin des quatre derniers trimestres. En outre, les fonds participant à ce système devront présenter des performances financières et commerciales stables et saines. La CSRC publiera une liste des fonds éligibles et les agences dans l'industrie de fonds éligibles sur une base trimestrielle sur son site internet.

Cette publication intervient après que le Conseil d'Etat a publié en avril un document définissant un cadre pour le développement du système de retraite privé. D'après ce document, les personnes couvertes par le système de retraite géré par l'Etat peuvent participer au programme pilote et verser des cotisations volontaires allant jusqu'à 12 000 RMB par an (1794 USD), donnant droit à un allègement fiscal (non spécifié). L'argent peut être utilisé pour investir dans des produits éligibles et être bloqué dans un compte désigné jusqu'à la retraite.

Pour mémoire, l'actuel système des pensions chinois s'appuie fortement sur l'Etat et les employeurs. Il se compose de trois éléments : 1. l'assurance retraite élémentaire gérée par le gouvernement qui en constitue la principale partie ; 2. les rentes d'entreprises, qui sont de nature complémentaire et par construction peu homogènes ; 3. des éléments de capitalisation (constitués par de l'épargne individuelle volontaire et des produits d'assurance-vie) qui n'en représentent qu'une partie trop faible et qui méritent d'être développés. Selon une étude Towers Willis Watson [citée](#) par le Financial Times, en 2020, la Chine disposait de 285 Mds USD d'actifs liés au régime de retraite, équivalent à seulement 2 % du PIB chinois. En comparaison, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, le total des actifs de retraite représente respectivement 135 % et 157 % du PIB.

Marché boursier : en juin, les actions chinoises connaissent leur plus forte hausse mensuelle depuis 2020

L'indice CSI 300 des actions cotées à Shanghai et à Shenzhen a grimpé de plus de 9 % en juin, soit la plus forte hausse depuis 2020, tirée principalement par l'assouplissement des mesures sanitaires à Shanghai et à Pékin. Les actions ont également été soutenues cette semaine après que la Chine a annoncé réduire les exigences de quarantaine pour les arrivées internationales de deux semaines à sept jours.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Entre le 24 et le 1er juillet	1,6%	1,1%	1,4%	-1,5%	-1,1%
Depuis le 1er juin	9,2%	6,3%	11,6%	15,7%	5,2%
Depuis le 1er janvier 2022	-9,6%	-6,9%	-13,4%	-16,3%	-22,1%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : Le département du Commerce américain sanctionne des entreprises chinoises

Le 28 juin, le département du Commerce américain a [ajouté](#) 36 entreprises¹ à la « [Entity List](#) », dont 25 entreprises chinoises. Cinq² de ces entreprises ont été ajoutées pour avoir soutenu la base industrielle et technologique de défense (BITD) russe en violation des sanctions américaines, douze pour avoir fourni ou tenté de fournir des produits d'origine américaine à l'Iran et les huit dernières pour avoir acquis ou tenté d'acquérir des articles d'origine américaine à application militaire.

Cette mesure interdit aux entreprises américaines de commercer avec les entreprises sanctionnées sans l'obtention préalable d'une licence auprès du département du Commerce, venant ainsi s'ajouter aux sanctions visant à limiter pour les entreprises russes liées au complexe militaro-industriel l'accès aux technologies américaines.

Le [communiqué](#) du département américain du Commerce ne fournit pas de détails sur la nature du soutien apporté par les entreprises chinoises aux entités russes, et n'accuse pas non plus la Chine de contourner les sanctions américaines, malgré l'augmentation des importations chinoises de pétrole en provenance de Russie observée en mai ([voir les brèves du SER de Pékin du 20 juin 2022](#)).

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a [souligné](#) que la Chine reste opposée aux sanctions contre la Russie. L'ambassade chinoise à Washington a soutenu que la Chine ne fournissait pas d'aide militaire à la Russie et a condamné la décision américaine « violant le droit international », rappelant que la Chine prendrait les mesures nécessaires pour protéger les droits de ses entreprises.

Relations Chine-US : la Chine annonce une nouvelle extension de l'exemption des droits de douane sur des importations américaines

Le 28 juin 2022, la Commission des règlements des droits de douane sous le Conseil des Affaires de l'Etat a [annoncé](#) une extension des exemptions de droits de douane sur [une liste](#) de 124 biens américains, dont le sable aurifère, les céramiques et des matériaux utilisés pour la fabrication de semi-conducteurs.

C'est la huitième fois que les autorités chinoises annoncent l'exemption de tarifs douaniers sur les importations de produits américains sujets aux droits tarifaires punitifs introduits en réaction aux droits additionnels américains selon la Section 301. Cette nouvelle exemption a pris effet à partir du 1^{er} juillet 2022 restera en vigueur jusqu'au 1^{er} février 2023.

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ Ces entreprises sont basées en Chine, Russie, Émirats arabes unis, Lituanie, Pakistan, Singapour, Royaume-Uni, Ouzbékistan, et Vietnam.

² Les entreprises visées sont Connec Electronic Ltd, World Jetta (H.K.) Logistics Limited, King Pai Technology Co, Ltd, Sinno Electronics Co., et Winninc Electronic.

Industrie et numérique

Automobile : poursuite de la pénurie de semi-conducteurs

Selon [un représentant de GAC Capital](#), unité d'investissement du constructeur GAC, la pénurie de semi-conducteur ne sera pas résorbée avant 2023, voire 2024. La poursuite de cette pénurie, en cours depuis début 2020, s'explique par des facteurs de moyen terme (pénurie d'équipements de puces) et de long terme (part croissante des véhicules connectés).

Aussi, plusieurs constructeurs automobiles investissent dans des entreprises de puces. Le 27 juin, [FAW Group a par exemple investi dans Horizon Robotics](#), premier fabricant de puces IA pour l'automobile. Fondé en 2015 par l'ancien directeur de la branche intelligence artificielle de Baidu, Horizon Robotics maintient en effet des partenariats avec une vingtaine de constructeurs (SAIC, Chang'an...). De même, GAC a récemment investi au sein de la fonderie CanSemi, qui développe des puces sur des wafers de 12 pouces.

La nécessité d'assurer la sécurité de la chaîne d'approvisionnement a été évoquée le 28 juin par le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT), lors d'une [conférence](#) dédiée à ce thème. En 2021, la Chine produisait 5% des puces utilisées pour l'industrie automobile, selon IC Insights. A cette pénurie s'ajoute la fragile reprise du secteur automobile, à la suite des fortes mesures de restrictions sanitaires à Shanghai et alentours ([voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 30 mai 2022](#)).

Télécommunications : lancement d'un nouvel opérateur télécom, China Broadnet 中国广电

Le nouvel opérateur de télécommunications, [China Broadnet](#) 中国广电, a été mis en service le 27 juin. China Broadnet, entreprise publique, offrira des abonnements 4G et 5G, le mettant en compétition directe avec les trois autres opérateurs de télécommunication, China Mobile, China Unicom et China Telecom.

China Broadnet (CBN) avait obtenu une [licence](#) il y a trois ans pour opérer. Les tarifs d'abonnement proposés par CBN sont pour le moment [inférieurs](#) à ceux proposés par ses concurrents.

Economie numérique : l'amendement final à la loi anti-monopole entrera en vigueur le 1^{er} août

Le 24 juin, l'Assemblée nationale populaire, l'organe législatif chinois, a voté en faveur de l'amendement de la loi anti-monopole datant de 2008. La loi amendée entrera en vigueur le 1^{er} août.

Cette dernière version indique que la politique anticoncurrentielle prendra une place plus importante dans l'environnement de marché. Il est notamment précisé que « les entreprises ne doivent pas s'impliquer dans un comportement monopolistique en abusant des données, des algorithmes, de la technologie, des avantages de capital, des règles des plateformes ». Cet ajout contraste ainsi avec l'affichage d'assouplissement réglementaire du numérique au printemps.

En outre, l'espace pour les fusions-acquisitions devrait rétrécir. Les régulateurs pourront enquêter sur des accords de concentrations, dans le cas où l'une des parties dispose d'un revenu annuel de plus de [12 Mds CNY](#) (1,79 Mds USD) et où l'une des deux parties fait état de ventes annuelles sur le marché chinois de 800 M CNY (119 M USD). Le montant maximal des amendes pourrait également augmenter. Enfin, l'accent est à nouveau mis sur

l'interdiction de comportements monopolistiques basés sur les données et les algorithmes (article 9), notamment pour les acteurs disposant déjà d'une position dominante sur le marché (article 22).

La publication de six réglementations sur la mise en œuvre de la loi amendée, trois jours après la publication de cette dernière seulement, témoigne de la volonté d'une mise en œuvre rapide. La publication de la loi amendée et de ces réglementations intervient d'ailleurs au même moment que la 3^e édition du magazine de la CAC, qui contient un article du CEO d'Alibaba louant les bénéfices que son entreprise peut apporter à la société et à l'économie chinoise.

Lire [ici](#) une comparaison entre les différents amendements de la loi (en chinois).

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Biodiversité : relocalisation partielle de la CoP14 de la Convention RAMSAR, maintenant prévue à Wuhan et Genève, du 5 au 13 novembre 2022

La quatorzième conférence des parties (CoP) de la convention RAMSAR, dédiée à la protection des zones humides, devait initialement se tenir à Wuhan en novembre 2021 mais avait été décalée d'un an en raison des conditions sanitaires.

Le 27 juin, l'administration nationale des Forêts et des prairies (NFGA), point focal de cette convention et organisatrice de la conférence, [a annoncé](#) que la 14^e CoP de la convention RAMSAR aurait lieu dans un format hybride en ligne/présentiel, avec un lieu « principal » à Wuhan et un lieu « secondaire » à Genève. La Chine reste la présidente de cette CoP.

Même si le texte de l'annonce ne le mentionne pas explicitement, cette relocalisation partielle de la CoP est certainement liée aux conditions sanitaires en Chine et à la difficulté de faire venir des délégués étrangers dans un pays qui demande des quarantaines strictes à l'arrivée sur son territoire et pour lequel les liaisons aériennes internationales restent très en-deçà de leur niveau habituel. Pour mémoire, une annonce similaire – avec cette fois une relocalisation complète à Montréal – avait eu lieu la semaine dernière pour la CoP15 de la convention pour la biodiversité biologique (voir [Brèves du SER de Pékin de la semaine du 20 juin 2022](#)).

Energie : nette hausse des quotas d'importation de pétrole brut alloués aux raffineurs indépendants

Le ministère du Commerce a dévoilé le deuxième lot des quotas d'importations de pétrole brut alloués pour 2022 aux raffineurs indépendants. Les 35 raffineries concernées se voient ainsi octroyer le droit d'importer [52,56 Mt](#) de pétrole brut (385,26 barils), un volume en hausse de près de 50% par rapport à la même période l'année dernière. Pour rappel, seules les raffineries indépendantes en Chine (qui représentent environ 1/4 de la capacité de raffinage du pays) sont soumises à de tels quotas, contrairement à celles détenues par des entreprises d'Etat telles CNOOC, Petrochina, Sinochem et Sinopec.

Cette hausse survient après une réduction de ces quotas dans les lots annoncés en [début d'année](#) et [l'année dernière](#) (34,24 Mt dans le second lot de 2021 contre 54,22 Mt pour celui de 2020), baisse qui traduisait alors une tentative de consolidation du secteur du raffinage et du contrôle de ses émissions. Alors que ces derniers mois les raffineurs indépendants ont été les premiers à profiter des prix aux rabais sur le pétrole en provenance de Russie pour approvisionner leurs stocks, cette augmentation des quotas laisse présager une poursuite de la hausse des importations de pétrole russe (voir [brèves du SER de Pékin, semaine du 20 juin 2022](#)).

En parallèle le ministère des Finances a réaffirmé cette semaine sa politique de « bouclier » contre la hausse des prix du pétrole, consistant à [subventionner les raffineurs](#) si le prix international du brut dépasse les 130 USD le baril (le prix du Brent oscillait entre 112 et 119 USD cette semaine). Cette mesure vise à garantir l'approvisionnement en carburant et à protéger les consommateurs d'une inflation trop importante. Pour rappel, depuis 2016 en Chine, les prix de détail du carburant sont réévalués tous les 10 jours ouvrés en fonction du cours mondial du pétrole lorsque celui-ci varie dans la fourchette de prix 40-130 USD, un bouclier tarifaire étant mis en place si les prix évoluent au-delà de cette fourchette.

Environnement : plus de la moitié des importations chinoises de bois et de produits dérivés pendant la dernière décennie proviendraient de sources « à haut risque de déforestation illégale », selon un rapport récent de l'ONG *Forest Trends*

De loin le premier importateur mondial de bois, la Chine a importé au total 104,5 M de m³ de bois en 2021 (dont 63,6 M de m³ de [bois brut](#)) contre une [production domestique](#) de 98,9 M de m³. Cependant, plus de la moitié des importations de bois et produits dérivés dans les années 2010 proviendraient de pays où les réglementations vis-à-vis de la déforestation et de l'abattage illégal s'avèrent insuffisantes, selon une [étude](#) menée par l'ONG américaine *Forest Trends*. Cette étude examine les tendances des importations de bois et produits dérivés par la Chine au cours de la dernière décennie (2011 – 2020) et procède à une évaluation du risque que ces importations soient liées à l'exploitation clandestine des forêts ou à la déforestation illégale.

En effet, les sources de bois importé en Chine sont régulièrement pointées du doigt par des ONG environnementales pour leur manque de transparence. Le *United Nations Office on Drugs and Crime* (UNODC) avait montré dans son rapport de 2020 que la Chine était la première destination pour le bois tropical trafiqué. De même, *Forest Trends* a confirmé dans une autre [publication](#) récente que la Chine achetait désormais 50 % de la production mondiale de bois de balsa, l'un des matériaux utilisés pour la fabrication des pales d'éoliennes. Cette importation est sujette à caution, dans la mesure où l'un des fournisseurs principaux, le Pérou, est dans l'incapacité de vérifier la légalité du bois qu'il produit, en raison de failles dans ses réglementations.

Il est néanmoins rappelé que la [troisième révision](#) de la loi sur les forêts de 1984, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2020, a pour la première fois dans la législation chinoise intégré l'interdiction de l'importation, la commercialisation et la transformation de bois illégal qui aurait été récolté en violant les lois nationales ou internationales ([art. 65 et 78](#)). Cependant, à ce jour, les décrets d'application de cette loi n'ont toujours pas été publiés, rendant difficile d'envisager sa portée et son efficacité à freiner l'utilisation de bois récolté de manière illégale, en Chine comme à l'étranger. L'ONG *Forest Trends* recommande dans son rapport que ces décrets imposent une exigence de *due diligence*, et prévoient un dispositif de sanctions pour s'assurer de la légalité du bois importé par la Chine.

Transport : publication du plan sur l'atteinte du pic de carbone et de la neutralité carbone pour le secteur des transports

En octobre 2021, la Chine a publié son plan d'atteinte du pic de carbone et de la neutralité carbone ([voir brèves du SER de pékin du 25 octobre 2021](#)), ce plan devant être accompagné de N plans sectoriels, formant ainsi les « 1+N ». Le Ministère des transports (MOT) vient de [publier](#) le plan sectoriel concernant le secteur des transports. Il prévoit notamment une optimisation de la structure des transports, la promotion de transports plus économes en énergie et à faibles émissions ainsi que la promotion de déplacements moins émetteurs.

Sur l'optimisation de la structure des transports, le plan prévoit l'amélioration des réseaux d'infrastructures de transports (voies ferrées, navigables et autoroutes) tout en réduisant leurs impacts environnementaux. Le développement des transports multimodaux sera promu notamment dans le transport des marchandises. La promotion de transports plus économes en énergie et à faibles émissions se fera à travers le développement des véhicules à énergie nouvelle (électricité, hydrogène, GNL, méthanol...), une électrification accrue des moyens de transports et l'amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules et des navires fonctionnant au pétrole. Les déplacements moins émetteurs seront promus avec le développement des transports publics et la promotion de modes de transport doux tels que la marche à pied et le vélo.

Cependant, le plan ne fournit aucun objectif chiffré et ne reprend pas non plus les objectifs fixés par les premiers plans.

Transport aérien : assouplissement de nombreuses contraintes pour les passagers internationaux à destination de la Chine

La Commission nationale de la santé de Chine a [annoncé](#), le 28 juin, une réduction sur le plan national de la durée de quarantaine pour les arrivées de voyageurs internationaux. La durée est désormais fixée à sept jours en isolement centralisé, plus trois autres jours à domicile, si la personne en dispose dans la destination finale de son voyage (ou à défaut, dix jours en isolement centralisé), contre parfois 21 jours de quarantaine auparavant. Ces mesures doivent progressivement être mises en œuvre dans chaque localité, mais elles sont d'ores et déjà effectives dans certaines villes, comme [Canton](#) ou [Shanghai](#). En outre, les mesures sanitaires pour l'embarquement de passagers internationaux vers des destinations chinoises ont également été assouplies : ainsi, à compter du 30 juin, l'ambassade de Chine en France a [annoncé](#) autoriser à nouveau les passagers à transiter par Paris depuis un pays tiers (ou depuis Paris vers la Chine via un pays tiers), le système contraignant de laboratoires agréés est abandonné, les examens de dépistage contre le COVID-19 issus de tous les laboratoires ou établissements de santé français seront dorénavant acceptés.

Par ailleurs, dans la suite des annonces du Conseil des Affaires d'Etat sur l'augmentation des fréquences aériennes (voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 23 mai](#)) les autorités chinoises ont décidé une réouverture progressive du l'aéroport de Pékin Capital aux compagnies étrangères. Pour mémoire, ces dernières n'avaient plus l'autorisation d'atterrir à Pékin depuis mars 2020. Ainsi, Etihad Airways a pu [rouvrir](#) une liaison hebdomadaire entre Abu Dhabi et Pékin le 29 juin dernier. De même, la compagnie japonaise ANA [prévoit](#) un vol par semaine Pékin-Tokyo à compter du 11 juillet, en espérant obtenir rapidement les droits de trafic équivalent pour Tokyo-Pékin. L'ensemble de ces ajustements bénéfiques au trafic aérien international à destination de la Chine est toutefois terni par le maintien des mesures controversées du « circuit breaker », sanctionnant pour des durées variables les compagnies aériennes en fonction du nombre de passagers transportés diagnostiqués infectés au COVID-19 à leur arrivée en Chine ou pendant leur quarantaine (voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 23 mai](#)). Ces sanctions redoublent même d'intensité, annulant partiellement voire invalidant totalement les propositions de mise en œuvre d'une croissance des fréquences aériennes pour les vols internationaux de passagers. A titre d'illustration, Air France est ainsi sanctionnée pour six semaines consécutives pour son vol hebdomadaire Paris-Tianjin (entre le 30 juin et le 4 août inclus), les suspensions étant parallèles en durée et sur la même route pour la compagnie chinoise Air China (soit douze vols hebdomadaires annulés sur une période d'un mois et demi).

Aéronautique : d'ici 2023, Airbus ouvrira un centre de R&D à Suzhou, centré sur les enjeux de décarbonation de l'aviation

Vendredi 24 juin 2022, Airbus et le parc industriel de Suzhou (SIP) ont signé un [accord-cadre](#) portant sur l'établissement d'un centre de R&D Airbus à Suzhou (province du Jiangsu), dont les activités devraient démarrer début 2023. Cette nouvelle entité d'Airbus sera focalisée en particulier sur les [enjeux de l'hydrogène](#) pour l'aviation, Airbus s'étant engagé dans cette voie pour la décarbonation avec ses [projets ZEROe](#), visant à la commercialisation d'un avion commercial avec aucune émission de CO₂ d'ici 2035. Du point de vue de l'avionneur, la Chine est un marché à investir pour contribuer à l'adoption de cette révolution technologique pour la prochaine génération d'avions, afin d'accompagner Airbus dans le développement de produits et solutions techniquement viables, notamment sur l'orientation du développement sur les piles à combustibles ou la création

d'un nouveau système propulsif. A Suzhou, Airbus entend se concentrer sur les enjeux normatifs (standardisation) et d'infrastructures : manutention au sol de l'hydrogène (stockage, transport) et questions logistiques connexes (distribution aéroportuaire).

Le centre R&D de Suzhou sera étroitement articulé avec d'autres entités d'Airbus en Chine, notamment le centre d'innovation à Shenzhen ([ACIC](#), depuis 2019), où sont incubées de nouvelles solutions pour la mobilité urbaine ou la connectivité embarquée avec solution 5G (avec [l'entreprise Skywise](#)), ainsi qu'avec son centre d'ingénierie à Pékin ([ABEC](#), depuis 2005), participant à l'élaboration de composants des programmes aéronautiques (A350 XWB). Le choix de Suzhou doit permettre à Airbus de coopérer plus étroitement avec l'industrie aéronautique et la chaîne d'approvisionnement, force de la région du delta du fleuve Yangtze, avec une pléiade de fournisseurs chinois et étrangers dans la région. Créé en 1994, le [parc industriel de Suzhou](#) est une zone économique spéciale à gouvernance mixte avec Singapour. Le SIP compte aujourd'hui plus de 3000 entreprises internationales de haute technologie dans des domaines de l'IA, de la biomédecine, des nanotechnologies, etc. Depuis le milieu des années 2000, Safran a installé également deux usines importantes dans le SIP pour ses unités Safran Aircraft Engines et Safran Landing Systems.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : publication de la valeur des exportations du commerce extérieur de la ville

Selon les statistiques des [douanes](#) de Shanghai, la valeur des importations et des exportations de la ville pour les cinq premiers mois de l'année s'élève à 15 000 Mds CNY, par rapport à la même période de l'année dernière, soit une baisse de 2,8 % (exportations + 1,6 % ; importations - 5,4 %). Pour le mois de mai seul, Shanghai a importé et exporté 275,93 Mds CNY, soit une hausse de 25,9 % (exportations + 52,4 % ; importations + 13,6 %). Les entreprises privées ont maintenu la croissance des importations et des exportations au cours des cinq premiers mois. Les entreprises à investissement étranger ont importé et exporté 926,32 Mds CNY (- 3,1 %), représentant 61,6 % de la valeur totale des importations et des exportations de Shanghai au cours de la même période (exportations - 1,5 %, importations - 4 %). Les importations et exportations des entreprises privées a augmenté de 2,5 %, alors que celles des entreprises d'État ont diminué de 13,8 %.

De janvier à mai, les exportations de circuits intégrés ont été en baisse de 0,2 % ; les exportations de véhicules automobiles en hausse de 98,9 % ; et les exportations de téléphones mobiles en hausse de 129,7 %. Les importations de produits de haute technologie ont quant à eux diminué de 7,6 %, représentant 28,7 % de la valeur totale des importations de Shanghai au cours de la même période. Parmi elles, l'importation de circuits intégrés est en baisse de 0,9 %, et celle de véhicules automobiles de 13,8 %.

Shanghai : actions pour la garantie de l'emploi

Depuis le mois de juin de cette année, le département des ressources humaines et de la sécurité sociale de Shanghai a lancé une campagne pour stabiliser les [emplois](#). Cette campagne propose quatre services principaux : une série d'activités de recrutement en ligne, en direct et des services de consultation par des experts du secteur de l'emploi. Depuis le 28 juin, la "nouvelle plateforme de recrutement public de Shanghai" (jobs.rsj.sh.gov.cn) est chargée d'organiser des salons sur l'emploi en ligne. Jusqu'à présent, plus de 300 entreprises clés, dont China Eastern Airlines, Panasonic et China Pharmaceutical se sont inscrites pour participer et proposer des postes. Du point de vue des secteurs d'activité, l'accent a été mis sur l'industrie lourde, la construction automobile, l'industrie biopharmaceutique, les logiciels et matériel informatique, le transport et la logistique. Les événements en direct se tiendront une fois par semaine et comprendront des sessions spéciales pour les jeunes diplômés notamment.

Shanghai : annonce de nouveaux projets dans le district de Lingang

Le 29 juin, le comité administratif de la nouvelle zone de Lingang et les agences gouvernementales de Shanghai ont publié un [plan](#) axé sur la promotion de la fabrication haut de gamme et le développement d'une économie à faible émission de carbone. Les secteurs mis en avant par le plan sont l'aérospatiale, l'aviation, l'automobile (en particulier pour le développement des batteries lithium-ion pour les véhicules à énergie nouvelle), le maritime et l'énergie. D'ici 2025, le plan vise à réaliser plus de 100 milliards de CNY d'investissements dans ces secteurs clés, et la R&D devrait atteindre plus de 100 milliards de CNY.

Le même jour, la zone pilote de libre-échange a signé un accord de coopération avec China Eastern [Airlines](#) d'un investissement de plus de 22 milliards de CNY. Ce contrat consiste à promouvoir la chaîne de l'industrie aéronautique pour en faire un haut plateau pour l'industrie de l'aviation civile dans le monde. Dans ce cadre China Eastern Airlines devrait développer des activités d'entretien et de maintenance des avions, de révision des moteurs, de fabrication et fournir des services d'équipements au sol pour l'aviation civile parmi d'autres activités.

Shanghai : annonce du deuxième lot des fonds spéciaux pour la conservation de l'énergie 2022

Le 28 juin, Shanghai a annoncé un plan d'allocation du deuxième lot de [fonds](#) spéciaux pour la conservation de l'énergie et la réduction des émissions pour 2022, pour un total de 25,9 millions de CNY. 18,5 millions de CNY seront consacrés aux économies d'énergie et à la réduction des émissions dans le secteur des transports, et 4,2 millions aux subventions pour les véhicules à énergie nouvelle. Les 4,9 millions initialement alloués aux équipements de charge et d'échange de batteries des véhicules électriques dans le premier lot seront supprimés dans le second lot.

Le 28 mars de cette année, Shanghai avait sorti le [premier lot](#) de fonds spéciaux pour la conservation de l'énergie et la réduction des émissions à Shanghai, d'un montant de 32,21 millions de CNY. Ce premier lot se constitue de fonds pour subventionner le renouvellement des vieux véhicules, donner des incitations à la production photovoltaïque, faire la promotion de l'efficacité énergétique des bâtiments parmi d'autres tâches clés. Ce mécanisme de fonds spéciaux a été mis en place régulièrement depuis 2019 pour favoriser un développement économique bas carbone

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises baissent de 1,4% en mai, les importations progressent de 1,3%

Les exportations hongkongaises de marchandises se sont contractées de 1,4% au mois de mai en glissement annuel, et de 2,7% en glissement mensuel, après un important rebond en avril (+11,3% en glissement mensuel). Les importations ont de leur côté augmenté de 1,3% en g.a (1% en glissement mensuel). Par type de produits, les exportations de pièces et d'appareils électriques ont progressé de 7,2%, celles de machines et instruments de mesure professionnels ou scientifiques de 55%. Les exportations d' « articles manufacturés divers » (dont la bijouterie et l'orfèvrerie) se sont en revanche contractées de 13,4%.

Par pays, les exportations vers la Chine, premier débouché de Hong Kong, ont reculé de 10,1% à 27 Mds USD, mais ont été en partie compensées par celles vers les Etats-Unis, deuxième débouché (+17,4% à 3,6 Mds USD). Pour ce qui est des importations, celles en provenance de Chine (1^{er} fournisseur) sont en baisse de 5,8% (22 Mds USD), celles en provenance de Taiwan (2nd fournisseur) progressent de 17,5% (6,7 Mds USD) et celles de Singapour (3^{ème}) de 1,1% (4,7 Mds USD).

L'excédent commercial de Hong Kong au mois d'avril s'établit à 36,7 Mds HKD (4,7 Mds USD), après 36,6 Mds HKD en avril.

Bourse : l'inclusion des ETF au sein du Stock Connect débutera le 4 juillet

Les régulateurs chinois et hongkongais ont annoncé par un [communiqué commun](#) l'extension du *Stock Connect* aux ETF (fonds cotés en bourse et permettant de répliquer la performance d'indices) à compter du 4 juillet. L'élargissement imminent du *Stock Connect* était attendu depuis le 27 mai suite à la signature d'un accord de principe entre la SFC et la CRS. Un total de 83 ETF chinois (dont 53 cotés à Shanghai et 30 à Shenzhen) deviendront ainsi accessibles aux investisseurs internationaux via la bourse de Hong Kong (seuls 4 ETF hongkongais seront initialement ouverts aux investisseurs chinois).

Macao

Industrie du jeu : hausse des actions des casinos à la bourse de Hong Kong suite à l'annonce de la réduction de la quarantaine en Chine le 28 juin

Suite à l'annonce de la réduction de moitié de la quarantaine obligatoire pour les voyageurs arrivant en Chine (de 21 jours à 10 jours), les actions des six opérateurs de casino Wynn Macau, Sands China, SJM Holdings, Melco International, Galaxy Entertainment et MGM China ont augmenté respectivement de 12,8%, 11,7%, 9,8%, 9,5%, 7,9% et 7,7% le 28 juin.

Moody's a toutefois abaissé le 27 juin 2022 sa perspective sur SJM Holdings de « *ratings under review* » en octobre 2021 à négative en raison des incertitudes portant sur le rythme de normalisation des résultats du groupe. Les

analystes JP Morgan et Sanford C. Bernstein soulignent le manque de clarté sur l'assouplissement des restrictions aux frontières à Macao, mais maintiennent une perspective positive à long terme sur sa reprise.

Les touristes chinois ont représenté 90,9% du total des visiteurs à Macao au cours des cinq premiers mois de 2022 (3 091 482 personnes), seule catégorie de population exemptée de quarantaine depuis septembre 2020. Pour mémoire, les visiteurs chinois sont exemptés de quarantaine à Macao mais doivent présenter un test COVID-19 négatif de moins de 48 heures. Les visiteurs en provenance de Macao sont soumis à une quarantaine obligatoire de 10 jours en Chine depuis le 29 juin.

Macao a recensé 533 cas depuis le 19 juin. À partir du 1^{er} juillet, tous les employés et les clients entrant dans les casinos devront présenter un test d'acide nucléique négatif de moins de 48 heures.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taïwan

Relation Taïwan-USA : une délégation conduite par le Ministre du Conseil National de Développement (NDC) se rend aux Etats-Unis pour renforcer la coopération bilatérale dans l'industrie des TIC

Le ministre du *National Development Council* (NDC), KUNG Ming-Hsin, a récemment conduit une délégation taïwanaise « NextGen Telecom », composée d'une quarantaine d'experts issus de différentes administrations (BOST, IDB, DOIT), instituts de recherches (III, ITRI) et des entreprises du secteur de la tech et de la 5G (CHT, Pegatron, Compal, QCT). Au cours de cette visite de 11 jours, la délégation taïwanaise a pu participer à une table ronde, co-présidée avec le bureau des USA à Taipei (AIT), au sein de la Silicon Valley, sur les télécommunications de nouvelle génération, ainsi qu'à un forum portant sur la coopération bilatérale dans le domaine des nouvelles technologies digitales à Seattle. Plusieurs rencontres ont été également organisées avec Microsoft, Google, Amazon et Qualcomm. Le ministre KUNG du NDC s'est également rendu à Washington pour la réunion sur les politiques de l'innovation ouverte en matière de 5G et a assisté au sommet sur les investissements (*SelectUSA Investment Summit*), événement annuel financé par le département du commerce américain.

Semi-conducteurs : GlobalWafers annonce un investissement de 5 Mds USD au Texas

Après son échec début 2022 dans le rachat de la majorité des parts du groupe allemand Siltronic, le taïwanais Globalwafers, N°3 mondial de la production des plaques de silicium, a annoncé son intention d'investir 5 Md USD à Sherman au Texas. Cet investissement est toutefois conditionné à l'adoption préalable par le congrès américain du « Bipartisan Innovation Act » qui comporte notamment un budget de 52 Md USD dédié au financement de projets dans l'industrie des semi-conducteurs (American CHIPS Act). La construction de cette usine d'une capacité de 1,2 M de galettes de silicium de 300mm/mois pourrait débuter dès novembre prochain. Le groupe vise une mise en production à l'horizon 2025 et annonce la création de 1500 emplois. Si cet investissement se confirme, il serait le premier réalisé dans cette industrie spécifique (plaques de silicium) depuis 20 ans aux Etats-Unis. Il rappelle que les acteurs asiatiques de l'industrie des semi-conducteurs sont prêts à investir aux USA dans la mesure où ils peuvent bénéficier d'un montant suffisamment élevé de subventions publiques. Ce projet s'inscrit en effet dans la continuité de ceux annoncés ces deux dernières années aux USA par Samsung Electronics (17 Md USD) au Texas et TSMC (12 Md USD) dans l'Arizona. Le taïwanais MediaTek, N°4 mondial de la conception de semi-conducteurs, leader de la mobilité 5G en Chine, pourrait également annoncer prochainement un investissement de grande ampleur aux USA.

Prix de l'électricité : augmentation de 15% pour les industries les plus consommatrices

Suite à la tenue le 27 juin du comité de révision des prix de l'électricité, le ministère de l'économie a annoncé à partir du 1^{er} juillet 2022 une augmentation des prix de 15% pour les industries les plus consommatrices (environ 22 000 unités) et de 9% pour les foyers dont la consommation dépasse les 1000 Kwh/mois. Cette annonce, qui intervient après 4 ans de gel sur les prix de l'électricité, aurait dû intervenir en mars 2022, mais la hausse subite des prix du pétrole entraînée par le conflit russo-ukrainien avait conduit le gouvernement à reporter les discussions. A ce stade sont épargnés la plupart des foyers, ainsi que les petits commerces, les écoles, les restaurants, les centres commerciaux, les cinémas, les salles de gym et les exploitations agricoles. Néanmoins les experts n'écartent pas un nouvel ajustement lors de la prochaine réunion de septembre. En moyenne, l'augmentation atteint 8,4% soit 2,8458 TWD le kWh (0,092 euros) contre 2,6253 TWD (0,084 euros)

précédemment. Les réactions du patronat ont été nombreuses, notamment face à l'amplitude de l'augmentation. Le 25 juin, [Douglas HSU](#), chairman de Far Eastern Group mettait en garde contre une augmentation de 8 à 10% non échelonnée, qui serait « difficile à digérer ». [Certains experts](#) craignent par ailleurs que cette augmentation ne stimule un peu plus l'inflation et ne permette pas à Taiwan d'atteindre les 3% de croissance cette année. [Le secteur des semi-conducteurs](#) (TSMC, UMC, Powerchip...), grand bénéficiaire jusqu'ici des bas tarifs de l'électricité (et de l'eau) à Taiwan, a déclaré respecter la décision gouvernementale, mais aussi rester attentif à la stabilité de la fourniture en électricité. Par ailleurs, Taipower, qui avait initialement proposé une augmentation des prix de 40%, a indiqué avoir enregistré plus de 60 Mds TWD (1,9 Mds euros) de pertes au cours des cinq premiers mois 2022, et anticipe une hausse de ses coûts de l'ordre de 300 Mds TWD, en raison de la hausse du prix du fuel, du gaz et du charbon.

Indice de compétitivité : Taïwan se classe au 7ème rang mondial selon IMD

[Taiwan se classe au 7ème rang](#) de la dernière édition du classement de 63 économies en matière de compétitivité de l'Institut International pour le Développement du Management (IMD). L'île qui gagne une place par rapport à l'année précédente, se situe derrière le Danemark, la Suisse, Singapour, la Suède, Hong Kong et les Pays-Bas. Parmi les pays d'Asie-Pacifique, Taiwan dépasse la Chine (17ème), l'Australie (19ème), la Corée du Sud (27ème), la Nouvelle-Zélande (31ème), la Malaisie (32ème), la Thaïlande (33ème) et le Japon (34ème). [Le classement IMD repose sur plus de 300 indicateurs](#), classés en quatre catégories (avec 5 sous-catégories chacune) : la performance économique, où Taiwan se situe au 11ème rang mondial (et 4ème pour l'économie domestique), 8ème rang mondial en matière d'efficacité du gouvernement (6ème pour les politiques fiscales), 6ème rang mondial dans l'efficacité commerciale (5ème pour les pratiques de management), et au 13ème rang mondial dans les infrastructures (6ème et 9ème pour les infrastructures scientifiques et technologiques).

Mobilité électrique : Foxconn investit à Kaohsiung et en Asie

Honhai (Foxconn) a annoncé [un investissement de 6 Mds TWD](#) (194 M euros) dans un site de R&D et de production de batteries pour véhicules électriques au sein du *Ho Fa Industrial Park* à Kaohsiung, la mise en production étant planifiée au [T1 2024](#). Le Chairman Young LIU a précisé que le groupe souhaitait maîtriser toutes les étapes de la production localement. A cet égard, un MOU a déjà été signé, en octobre 2021, avec plusieurs partenaires (China Steel Chemical Co, Long Time Technology Co., et Gigasolar Materials Corp).

Par ailleurs, la presse rapporte cette semaine, la rencontre entre Young LIU et le Premier Ministre indien Narendra MODI, puis, à quelques jours d'intervalle, avec [le Président indonésien](#) Joko WIDODO. Foxconn qui produit déjà des téléphones portables en Inde, a signé il y a quelques mois un MOU avec [Vedanta](#) pour développer un partenariat dans les semi-conducteurs à travers la création d'une co-entreprise, et envisage des coopérations dans le domaine des VE électriques. En Indonésie, Foxconn souhaite également [s'associer à l'industrie locale](#) pour y développer un écosystème toujours dédié à la mobilité électrique, via notamment un investissement de 8 Mds USD dans une ligne de production de batteries (200 hectares) [en partenariat avec Gogoro](#) au sein du parc industriel de Batang et en participant à la formation de talents localement. Ces derniers développements font suite au MoU signé en début d'année par Foxconn et Gogoro avec le ministère de l'investissement indonésien, l'Indonesia Battery Corporation (IBC) et Indika Energy.

R&D : Taïwan augmente le plafond du crédit d'impôt pour les industries stratégiques

[Le bureau du développement industriel \(IDB\) du MOEA a annoncé un projet d'amendement à la loi de l'innovation industrielle](#) (*Statute for Industrial Innovation*), prévoyant une hausse du plafond du crédit d'impôt, de 15% à 25%, sur les dépenses de R&D des entreprises des secteurs stratégiques tels que les semi-conducteurs, les véhicules électriques et la 5G. Le projet d'amendement prévoit également de supprimer le montant plafond de déduction fiscale de 1 Md TWD (33,6 M USD) sur les nouveaux achats d'équipements de pointe, le crédit d'impôt restant par ailleurs identique à 5%.

Semi-conducteurs : Taïwan devrait devenir le premier marché des équipements destinés à cette industrie en 2022

Selon les dernières prévisions de l'association SEMI ([World Fab Forecast](#)), [les dépenses mondiales dans les équipements dédiés à la production de semi-conducteurs vont progresser de 20% à 109 Mds USD en 2022](#). Taïwan devrait devenir le premier marché mondial avec un montant de 34 Mds USD (+52%), suivi de la Corée du Sud (25 Mds USD, +7%) et de la Chine (17 Mds USD, -14%).

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

Politique monétaire: la Banque centrale augmente à nouveau les taux d'intérêts.

La Banque centrale de Mongolie a augmenté les taux d'intérêts pour la troisième fois depuis janvier 2022 (+1 point) pour atteindre 10%. Le Comité de politique monétaire a pris cette décision en réponse au taux d'inflation qui est stable mais élevé : 15% en glissement annuel, bien au-dessus de l'objectif de 6(+/-2)% de la Banque centrale. Elle s'explique principalement par la hausse des prix du carburant et des produits importés depuis plusieurs mois.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet
Thomas Carré, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Hu Haowei, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Matthieu De Villiers
Axel Demenet

Revu par :

Pour s'abonner :

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr